

Les priorités de l'UNSA Fonction publique pour la rentrée 2017



Préserver et améliorer le pouvoir d'achat des agents publics alors que la hausse de la CSG est annoncée pour le 1er janvier prochain.

- les agents publics (titulaires comme contractuels) doivent voir leur pouvoir d'achat augmenter, comme le Président de la République le leur a écrit le 12 avril lorsqu'il était candidat.

« Je veux pour vous plus de reconnaissance et davantage de perspectives de carrière. La reconnaissance, c'est d'abord une plus juste rémunération. J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant. » Emmanuel Macron

- L'UNSA Fonction publique rappelle que chaque année, la hausse des cotisations retraites des fonctionnaires décidée en 2011 fait baisser leur revenu net. Au 1er janvier 2018, la hausse de cotisation sera de 0,27%.

Poursuivre la mise en place de la réforme des carrières et des grilles de rémunération des fonctionnaires prévue dans le cadre du protocole PPCR.

- La mise en œuvre du protocole PPCR s'entend sur la durée avec une mise en œuvre sur 3 ans de 2016 à 2020 pour tous les agents. Le gouvernement envisage de revenir sur le calendrier. L'UNSA réaffirme qu'il est nécessaire de le respecter, notamment suite à l'annonce d'un nouveau gel du point d'indice pour 2017 et 2018.
- L'UNSA Fonction Publique demande l'application de PPCR à tous les corps et une publication rapide des derniers textes attendus.

Le syndicalisme
en positif



Les priorités de l'UNSA Fonction publique pour la rentrée 2017



Préserver le principe d'une seule fonction publique avec une seule valeur du point d'indice dans les trois versants. Une différenciation du niveau du point d'indice serait une injustice, figerait les mobilités et remettrait en cause les principes de la rémunération des agents publics et des agents contractuels.

Un grand forum de l'action publique sera lancé par le gouvernement cet automne sur les services publics et la fonction publique.

La réflexion sur les besoins des citoyens et les missions des agents publics est essentielle pour permettre de construire la société de demain. Elle ne doit toutefois pas être un prétexte à la réduction du périmètre des services publics.

Pour permettre aux agents de s'emparer de cette consultation, l'UNSA demande des garanties sur la méthode, la place puis l'analyse des perceptions recueillies.

Obtenir une amélioration des conditions d'exercice pour les agents lors du nouveau chantier que propose le ministre de l'action et des comptes publics sur la santé et la sécurité au travail.

Maintenir et améliorer le niveau de pension des agents publics, fonctionnaires comme contractuels, lors la réforme des retraites annoncée par le Président lors de sa campagne. Il faut rappeler à nouveau son courrier aux agents : « L'État ne fera pas d'économie sur les retraites des fonctionnaires ». Emmanuel Macron le 12 avril 2017

Fidèle aux valeurs du syndicalisme qu'elle porte, l'UNSA Fonction publique souhaite pouvoir discuter et participer à un dialogue social de qualité avec le gouvernement, ce qui ne pourra pas se traduire par un simple échange ni une simple information. L'UNSA fonction publique sera prudente et exigeante mais saura s'opposer pour préserver les intérêts des agents qu'elle représente. Il s'agit, lorsqu'on évoque la fonction publique, de moderniser la France et non pas de l'affaiblir ni de la diviser.

*Le syndicalisme
en positif*

